

Signes de changements socio-économiques au Japon

Jean-Yves Colin

N#2023-04

17 Avril 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Signes de changements socio-économiques au Japon

Jean-Yves Colin

17 Avril 2023

Pour beaucoup, le Japon est figé par une forme de glaciation depuis les décennies dites perdues à la suite de l'éclatement de la bulle financière de la fin 1990. Il reste un pays de très faible croissance (le premier trimestre 2023 pourrait enregistrer un recul du PIB d'environ 3 % par rapport au précédent), lourdement endetté, ayant connu une déflation des prix des actifs immobiliers et boursiers pendant les années 1990-2000, et maintenant des comportements sociaux décalés par rapport à ceux aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest. Subsiste aussi une nostalgie : celle de son cinéma ou de sa littérature de l'après-guerre, dignes d'intérêt depuis les années 1960 à 1980, ou bien celle de la croissance forte - « à la japonaise » disait-on – allant des Jeux Olympiques de 1964 à l'éclatement de la bulle financière. Cette nostalgie est parfois empreinte d'un ressentiment caché par rapport au succès et à la prospérité acquise depuis les années 1960-1970. Il résulte de cette situation une banalisation de l'image du Japon et une perte de curiosité au profit de la Chine et de la Corée du Sud, et maintenant de l'Inde.

Si dans les derniers mois l'évolution de la doctrine de sécurité nationale a retenu l'attention après son annonce par le Premier Ministre Kishida en décembre 2022, dans le contexte de l'aggravation des tensions sino-américaines et des tirs de missiles nord-coréens, plusieurs signes récents montrent que le Japon n'est pas ce pays immuable ni arrêté entre tradition, voire exotisme, et modernité. A l'instar de tous les autres pays il bouge.

- 1) C'est ce que montre la possible fin de la longue déconfiture de Toshiba, entreprise qui est née en 1875 et fut un des fleurons de l'industrie nippone, présente dans une grande variété de secteurs (fabrications d'ampoules, matériel électro-ménager, ascenseurs, puces...). Cette société n'a cessé de reculer depuis les années 1990, perdant des parts de marché sur ses produits traditionnels, engluée par la reprise du constructeur de centrales nucléaires Westinghouse en 1996 – source ensuite de graves déboires industriels et de pratiques comptables anormales -, contrainte de céder son activité puces pour ne conserver qu'une participation de 40% dans Kloxia, et victime à la fois tout autant de la montée en puissance de concurrents étrangers que de la méfiance à l'égard des conglomérats. L'acceptation par son conseil d'administration du 23 mars d'une offre de rachat de 15,3 milliards de USD de la part de Japan Industrial Partners, consortium associant de nombreuses entreprises japonaises, pour beaucoup clientes de Toshiba, marque peut-être le point final de cette déconfiture avec à terme un retrait de la Bourse tout en permettant à l'entreprise de rester japonaise. Cette opération reste subordonnée à l'accord des deux-tiers des actionnaires et donc de celui des fonds activistes montés au capital et toujours prompts à contester l'évaluation du prix d'offre. Une fois réalisée, elle serait un symbole de la fin d'une époque industrielle ; le retrait de la cote de Toshiba faciliterait sans doute la scission de l'entreprise et la valorisation de certaines divisions comme cela a été envisagé en 2021.
- 2) Un autre signe de changement est la nomination de Ueda Kazuo en tant que gouverneur

de la Banque du Japon en remplacement de Kuroda Haruhiko au terme de son mandat. C'est en quelque sorte la troisième étape de la fin du « règne » de Abe Shinzo, après sa démission de son poste de Premier Ministre fin août 2020 puis son assassinat à l'été 2022. La nomination d'un universitaire, autrefois membre du conseil de la banque centrale, est en soi une nouveauté, voire une rupture, car le passé a toujours vu une alternance entre un représentant du ministère des finances (ce qui était le cas du gouverneur Kuroda) et un autre venant du sein de la banque elle-même. Deux sous-gouverneurs ont également été nommés : Himino Ryoza, ancien responsable de l'Agence des Services Financiers (FSA) de 2020 à 2021, et Uchida Shinichi ex-directeur exécutif de la banque, qui y a fait toute sa carrière depuis 1986. Il est trop tôt pour savoir si ce changement entraînera une modification de la politique monétaire très expansionniste de la Banque du Japon, notamment caractérisée par des rachats massifs des titres obligataires d'Etat (mais pas seulement) et qui a entraîné un quasi-quadruplement du bilan de la Banque centrale en dix ans, et déclencherà une hausse des taux. Kuroda Haruhiko avait été nommé par Abe Shinzo dès son arrivée au pouvoir pour mener une politique de relance de la croissance, viser une cible d'inflation de 2 % et redonner confiance aux investisseurs dans le marché boursier. Si ce dernier objectif a été atteint sans pouvoir l'attribuer à la seule politique monétaire de la Banque du Japon ou à un mouvement général de hausse des marchés boursiers qui a bénéficié à celui de Tokyo, le premier ne l'a guère été. Quant à l'inflation, elle dépasse les 2 % (variant entre 3 et 4 % pour l'indice-cœur hors produits alimentaires frais et celui excluant également l'énergie) ; il est clair que sa généralisation à la suite de la crise ukrainienne y est pour beaucoup. Dans l'immédiat, les trois nouveaux responsables de la banque centrale ont réaffirmé leur conviction dans une politique monétaire souple et une cible d'inflation de 2 % stable et durable. De plus les crises bancaires récentes aux Etats-Unis et en Europe ne les conduisent guère à préconiser une hausse des taux qui pourrait porter préjudice au système financier nippon, et infléchir une politique que certains jugent cependant perturbatrice des marchés obligataires, contradictoire de celles d'autres banques centrales et entraînant un yen faible (avec un minimum de 151 yens pour 1 USD en octobre 2022). Pour autant la nomination de Ueda Kazuo est bien un marqueur des changements en cours dans l'archipel et de la fin de « l'ère Abe ».

- 3) Autre manifestation des adaptations du Japon, la création de l'Agence des enfants et des familles, conformément à l'engagement pris par le Premier Ministre Kishida dans son discours de politique générale en janvier dernier. Selon ses propos, l'objectif de cette nouvelle agence est d'organiser une « société tournée vers les enfants et leur éducation » et de créer un environnement social favorable aux naissances dans une société où moins de 40 % des personnes interrogées (en 2020) indiquaient qu'il est facile d'avoir et d'éduquer des enfants. En janvier, un point significatif de son discours avait été le constat d'un nombre de naissances inférieur à 800 000 en 2022 (799 728), en déclin depuis 12 ans. Ogura Masanobu, par ailleurs ministre chargé de la condition des femmes et, à 41 ans, plus jeune membre du gouvernement, en est le ministre responsable, la direction opérationnelle étant sous l'autorité d'un haut fonctionnaire issu du ministère de la santé, du travail et du bien-être. Son organisation en trois divisions reflète ses priorités : une chargée de la stratégie, une autre relative à la maternité et au soutien à l'éducation préscolaire, et enfin une dernière qui portera ses efforts vers les

familles monoparentales, celles considérées pauvres, les abus et le harcèlement. Une difficulté relevée par les observateurs japonais, parmi d'autres, pour cette nouvelle agence sera sa relation avec le puissant ministère de l'éducation, en fait de trouver sa place dans le monde administratif nippon.

Des chiffres récents du ministère de la santé, du travail et du bien-être confirment l'actualité et l'acuité de la crise démographique nipponne : en 2022 la population a décliné de 556 000 personnes et est désormais de 124 947 000 ; le nombre de morts a été de 1 582 033, imputable au vieillissement car la crise du Covid-19 n'en est que peu responsable (72 000 décès depuis 2020) ; la population active (15-64 ans) est de 59.4 % du total, les moins de 15 ans représentant 11.6 % et les plus de 65 ans 29 %. Il est présomptueux de penser que la création d'une agence de coordination inversera l'évolution des naissances car seul un changement des mentalités peut vraiment y contribuer ; d'autres difficultés comme le manque de crèches ou le coût du système éducatif demeurent ; il est toutefois important que le gouvernement prenne (enfin) des mesures en ce sens. De plus il est probable que l'expérience nipponne sera suivie avec attention en Corée du Sud et en Chine où les naissances ont baissé respectivement de 4,4 % et 10 % en 2022.

Parallèlement au lancement de cette nouvelle agence, le ministre Ogura a fait état de l'intention du gouvernement de supprimer le seuil de revenu limitant les allocations familiales et d'augmenter celles versées aux familles nombreuses. Dans le cadre des mesures de type « bouclier anti-inflationniste » le gouvernement a décidé de verser une allocation supplémentaire de 50 000 yens par enfant aux familles de faible revenu au-delà de celle de base de 30 000 yens leur étant attribuée. Ces mesures s'ajoutent à celles de la Métropole de Tokyo en faveur de la petite enfance précédemment annoncées. D'autre part le gouvernement souhaiterait que les hommes puissent aussi prendre leur congé parental : actuellement si plus de 85 % des femmes le prennent, seulement 14 % des hommes y ont recours. Selon l'institut national de la population, l'objectif global serait de rapprocher le niveau des dépenses consacrées à la famille (actuellement 75 milliards USD, soit 2,01 % du PIB) de ceux observés en Suède (3,46 %), au Royaume-Uni (2,98 %) et en France (2,81 %).

- 4) Parmi les autres signes figurent ceux relatifs aux changements concernant le travail. Une étude récente du ministère de la santé, du travail et du bien-être indique une hausse du salaire horaire de 12 % au cours des dix dernières années, moins due à celle des rémunérations qu'à la réduction des heures travaillées (-7% sur une base annuelle, désormais 1 633 heures). Plusieurs raisons sont données à cette baisse. D'une part les employés à temps partiel et temporaires représentent désormais 40 % des salariés. D'autre part, au sein des employés à contrat à durée indéterminée, le total des heures travaillées par an a chuté de 83 heures et s'établit à 1 948 ; de plus le nombre de jours travaillés s'est réduit de 12 en dix ans et 58 % des travailleurs (+ 9 %) prennent les jours de congé auxquels ils ont droit ; enfin le nombre de ceux qui travaillent plus de 241 heures par mois a baissé de 40 %. Ces évolutions ne font certes pas du Japon un pays semblable à la France ou d'autres nations européennes mais dénotent des changements dans la vie quotidienne des Japonais.

Par ailleurs le début de 2023 et les négociations salariales qui se déroulent au printemps (le fameux Shunto) montrent une inflexion des entreprises concernant les rémunérations. Les

gouvernements Abe, Suga et maintenant Kishida n'ont cessé d'exhorter les dirigeants d'entreprise à augmenter les rémunération, salaires de base, primes et bonus, mais sans grand succès, ceux-ci étant surtout soucieux du contrôle des coûts dans un environnement de très faible croissance, de consommation atone et de concurrence forte des pays voisins. Si l'annonce de Fast Retailing (Uniqlo) d'augmenter les salaires de ses employés jusqu'à 40 % (et non de 40 % comme improprement rapporté par certains médias) a retenu l'attention, il est vrai que beaucoup de grandes entreprises, prenant en compte l'inflation, ont décidé d'augmenter les rémunérations de leurs salariés CDI. C'est notamment le cas de sociétés comme Hitachi, Mitsubishi Electric, Mitsubishi Heavy Industries, Kawasaki Heavy Industries, Panasonic ou Toyota qui ont répondu aux demandes des syndicats ; la confédération des syndicats de la métallurgie a d'ailleurs observé que leurs demandes ont été acceptées à 86 %. Les instituts de recherche économique estiment que la hausse des rémunérations devraient être en moyenne supérieure à 3 %, mais déflatées de l'inflation prévisible, elles baisseraient néanmoins de 0,2 %. Pour autant il reste à observer si les petites et moyennes entreprises qui emploient environ 70 % des travailleurs du secteur privé iront dans le même sens, et si cela sera aussi le cas pour les employés à temps partiel et temporaires.

Ces quelques exemples des premiers mois de 2023 soulignent les changements en cours ou à venir au Japon. D'autres plus ou moins importants pourraient aussi être signalés : l'autorisation donnée à un consortium réunissant une firme américaine (MGM) et une autre nippone (Orix) d'exploiter un casino au sein d'un complexe commercial et hôtelier à Osaka, qui fait évoluer la réglementation des jeux d'argent (pachinkos, courses de chevaux, loteries...) ; la question, en débat, du mariage homosexuel et les controverses autour des LGBT ; les études préalables à une éventuelle légalisation de la pilule abortive, sujet qui renvoie à la place des femmes, à leurs libertés sexuelles et relations avec les hommes et au sein de la famille. D'autres sont anecdotiques mais révélateurs des temps qui changent, comme la fermeture du Yaesu Book Center qui fut une librairie-phare de Tokyo. Certains, enfin, reflètent la rémanence de traits spécifiques beaucoup moins encourageants : le nombre de suicides des collégiens et lycéens (514 en 2022, le plus élevé depuis le début de leur recensement statistique en 1980) et tous âges confondus (21 881 en hausse après deux années de stabilité) ; ou bien encore la mystérieuse explosion intervenue lors d'un déplacement électoral du Premier Ministre le 15 avril dans un port de pêche à Wakayama et l'arrestation d'un suspect âgé de 24 ans, qui résonnent avec les attentats politiques qui eurent lieu depuis l'époque Meiji et avec celui qui a coûté la vie à Abe Shinzo en 2022.